



## Déclaration de l'intersyndicale CGT, CFDT, FO et SUD à la Directrice Générale lors de la réunion du 11 décembre 2018 à Montreuil.

Par lettre en date du 29 novembre 2018 dont l'objet est « *Reprise de la négociation nationale* », vous proposez, suite au CCE du 29 novembre 2018 et à la réunion d'ouverture de négociation du 5 novembre dernier, de nous réinviter à une reprise de la négociation conformément aux dispositions du Code du Travail.

Vous fixez un ordre du jour de cette réunion qui doit se tenir, ce jour, le 11 décembre 2018 de 14h30 à 18h00.

Cette démarche nous surprend à plus d'un titre :

- Vous faites tout d'abord état d'une reprise de la négociation alors même qu'il n'y a jamais eu de négociation sur le sujet.
- Vous fixez ensuite un ordre du jour de cette réunion aux termes duquel vous entendez parler d'un calendrier de négociation, d'une définition et d'un séquençage des termes à aborder séance par séance et de la coordination avec la procédure d'information/consultation des instances représentatives du personnel.

Il va de soi que nous ne pouvons accepter une telle réunion.

Nous vous rappelons que les Organisations Syndicales Représentatives CGT, CFDT, FO et SUD, considérant ce projet comme inacceptable, se refusent d'être cosignataires d'un plan de licenciement qui au vu de ses éléments, se révèle destructeur d'emplois et du maillage territorial sans apporter, au final, aucune garantie de pérennité de l'activité de l'AFPA.

Vous avez constaté que le personnel s'est fortement mobilisé **contre** ce projet à l'appel des Organisations Syndicales CGT, CFDT, FO, SUD et de la CFTC le 6 décembre dernier. Suite à cette mobilisation massive, nous avons obtenu une rencontre le 14 décembre, avec le Directeur de Cabinet du Ministère du Travail pour pallier, selon vos propres dires, **vosre incompetence politique**.

De ce fait, les Organisations Syndicales Représentatives CGT, CFDT, FO et SUD réaffirment qu'elles ne participeront pas à cette réunion.